

Convention de partenariat dans le cadre de la mise en œuvre du Programme CEE

ACTEE

(PRO-INNO 52)

ACTEE

Action des Collectivités
Territoriales pour
l'Efficacité Énergétique

AAP SEQUOIA

Session 3

Entre

La **Fédération nationale des collectivités concédantes et régies (FNCCR)**, sise 20, boulevard de la Tour-Maubourg à Paris 7^e, représentée par Monsieur Xavier PINTAT, son Président,

Désignée ci-après par « la FNCCR » ou « le Porteur », d'une part,

ET,

La **Commune de Grasse**, représentée par Jérôme VIAUD, son Maire, habilité aux fins des présentes par délibération du

Désigné ci-après par « Commune de Grasse » ou « le Bénéficiaire », d'autre part,

ET,

La **Commune de Valbonne**, représentée par Joseph CESARO, son Maire, habilité aux fins des présentes par délibération du

Désigné ci-après par « Commune de Valbonne » ou « le Bénéficiaire », d'autre part,

ET,

La **Commune de Mandelieu la Napoule**, représentée par Sébastien LEROY, son Maire, habilité aux fins des présentes par délibération du

Désigné ci-après par « Commune de Mandelieu la Napoule » ou « le Bénéficiaire », d'autre part,

ET,

La **Commune de Mougins**, représentée par Richard GALY, son Maire, habilité aux fins des présentes par délibération du

Désigné ci-après par « Commune de Mougins » ou « le Bénéficiaire », d'autre part,

Désignés ci-après individuellement par « la Partie » et collectivement par « les Parties ».

ET,

La **Commune du Cannet**, représentée par Yves PIGRENET, son Maire, habilité aux fins des présentes par délibération du

Désigné ci-après par « Commune du Cannet » ou « le Bénéficiaire », d'autre part,

ET,

La **Régie des eaux du Canal de Belletrud**, représentée par Pierre BORNET, son Président, habilité aux fins des présentes par délibération du

Désigné ci-après par « Régie des eaux du Canal de Belletrud » ou « le Bénéficiaire », d'autre part,

Désignés ci-après individuellement par « la Partie » et collectivement par « les Parties ».

Il a été convenu ce qui suit :

PREAMBULE

Le Programme CEE ACTEE 2, référencé PRO-INNO-52, est porté par la FNCCR.

Le programme ACTEE 2, dans la continuité et l'amplification du programme ACTEE 1 vise à aider les collectivités à mutualiser leurs actions, à agir à long terme et ainsi à planifier les travaux de rénovation énergétique tout en réduisant leurs factures d'énergie. Le déploiement de ce programme dans tout le territoire national repose sur une implication forte des collectivités territoriales volontaires.

ACTEE 2 apporte un financement, via des appels à projets, aux collectivités lauréates pour déployer un réseau d'économes de flux, accompagner la réalisation d'études technico-économiques, le financement de la maîtrise d'œuvre, ainsi que l'achat d'équipements de suivi de travaux de rénovation énergétique. ACTEE 2 apporte également différents outils à destination des collectivités et des acteurs de la filière, avec notamment la mise à disposition d'un simulateur énergétique, un site internet informant de chaque étape des projets de rénovation ainsi qu'un centre de ressources adapté aux

territoires (cahiers des charges type, fiches conseils, guides, etc.) à destination des élus et des agents territoriaux.

Le Programme permettra ainsi :

- La mise en place d'outils innovants, notamment d'identification des communes pour porter l'investissement dans leur patrimoine communal, en lien avec les enjeux de rénovation énergétique à destination de l'ensemble des collectivités, lauréates ou non des AAP ;
- Une série d'actions (création et mise à jour d'outils, appui aux diagnostics et animation du dispositif avec le déploiement d'économes de flux) pour accompagner les projets d'efficacité énergétique, notamment en substitution de chaufferies fioul à destination des collectivités lauréates des AAP ;
- La création d'une cellule d'appui ouverte à toutes les collectivités dans une logique de « hotline » avec en complément la mise à disposition d'outils d'aide à la décision, de communication à des destinations des élus ;
- Pour une part prépondérante, le financement de l'accompagnement et de la maîtrise d'œuvre pour la rénovation des bâtiments publics pour les collectivités sélectionnées dans le cadre des appels à projets et des sous-programmes spécifiques ;
- De renforcer le réseau des économes de flux et des conseillers en financement initié par le Programme ACTEE 1, toujours en coordination et en complémentarité avec le réseau des conseillers en énergie partagé (CEP) mis en œuvre par l'ADEME. Ce dernier point fera l'objet d'une surveillance renforcée.

Le volume de certificats d'économie d'énergie délivré dans le cadre du Programme ACTEE 2 n'excède pas 20 TWh Cumac pour la période du 1^{er} juillet 2020 au 31 décembre 2023, ce qui correspond à un budget de 100 M€.

Dans la même logique qu'ACTEE 1, ACTEE 2 poursuit les objectifs suivants :

- Favoriser le taux de passage à l'acte dans la réalisation des travaux de rénovation énergétique ;
- Encourager les mutualisations entre acteurs et collectivités ;
- Inciter les collectivités à déployer des stratégies d'actions sur le long terme pour rénover leur patrimoine ;
- Développer le réseau des économes de flux.

Suite à la réponse à l'appel à projets (AAP) « SEQUOIA 3 » lancé le 9 novembre 2021 à destination des bâtiments publics tertiaires des collectivités, le jury a décidé de sélectionner les projets du groupement constitué de la Commune de Grasse, de la Commune de Valbonne, de la Commune de Mandelieu la Napoule, de la Commune de Mougins, de la Commune du Cannet et de la Régie des eaux du Canal de Belletrud.

L'objectif premier de cet AAP est d'apporter un financement sur les coûts organisationnels liés aux actions d'efficacité énergétique des bâtiments publics tertiaires des collectivités, pour les acteurs publics proposant une mutualisation des projets de territoire permettant de massifier les actions de

réduction des consommations énergétiques des collectivités. Il est attendu que les fonds attribués via cet AAP génèrent des actions concrètes permettant la réduction de la consommation énergétique avant la fin de l'AAP et du programme ou a minima la mise en place de plans de travaux avec une faisabilité avérée (passage des marchés notamment). La faisabilité des actions et des travaux par suite des études financées par le programme ACTEE sera un élément déterminant dans le choix des lauréats. Le second objectif de l'AAP est de créer des coopérations entre établissements publics agrégateurs d'actions d'efficacité énergétique, idéalement à la maille interdépartementale, mais également infra-départementale.

DEFINITIONS

Au sens de la présente convention, les termes suivants s'entendent comme suit :

Bénéficiaire : est entendu comme « bénéficiaire » du Programme ACTEE toute structure membre du groupement lauréat agissant comme intermédiaire dans le cadre du Programme pour le(s) bénéficiaire(s) final (aux) (cf. schéma annexe 4). Le cas échéant, le bénéficiaire peut également être bénéficiaire final.

Bénéficiaire final : est entendu comme « bénéficiaire final » du Programme ACTEE toute structure qui bénéficie *in fine* des fonds et/ou actions du Programme (cf. schéma annexe 4).

Coordinateur du groupement : est entendu comme « coordinateur du groupement », la structure membre du groupement lauréat désignée parmi les membres dudit groupement agissant comme interlocuteur privilégié de la FNCCR, chargé notamment de centraliser et de lui transmettre tous les justificatifs nécessaires à la bonne mise en œuvre du Programme.

ARTICLE 1 : OBJET DE LA CONVENTION

La présente Convention a pour objet de définir le cadre du Partenariat entre les Parties pour le déroulement opérationnel du Programme, dans le respect de la convention de mise en œuvre du Programme ACTEE 2 PRO INNO 52 conclue entre l'Etat, l'ADEME, la FNCCR, l'AMF et les co-financeurs du Programme – ci-après désignée « convention multipartite ».

ARTICLE 2 : DEFINITION DES ACTIONS

Les Bénéficiaires prévoient les actions suivantes dont le contenu est détaillé en annexe (annexe1) :

- Recrutement d'un économe de flux au sein de la Régie des Eaux du Canal de Belletrud
- Acquisition de logiciels de management de l'énergie et d'équipements d'affichage des consommations et d'information
- Réalisation d'audits énergétiques avec certains volets STD confort d'été et des études de faisabilité
- Des étude de maitrise d'œuvre et d'AMO pour la mise en place de CPE

Pour répondre à ces ambitions, le groupement utilisera les moyens d'actions, tous complémentaires suivants :

- Organisation de Comité de Pilotage semestriel
- Organisation de Comités Techniques thématiques réguliers

Le budget prévisionnel de ces actions s'établit à 1 252 800 € euros HT entre le 1/01/2022 et le 31/12/2023.

Le détail du budget est décrit en annexe (annexe 2).

ARTICLE 3 : ENGAGEMENT DES PARTIES

3.1 ENGAGEMENTS DU PORTEUR

Dans le cadre du programme et conformément à la convention multipartite, la FNCCR s'engage à initier ou à poursuivre les chantiers ci-dessous pendant toute la durée de la convention. La FNCCR s'engage, en tant que porteur du programme, au titre de la présente convention à :

- Mettre en œuvre les actions du Programme ;
- Piloter la partie communication du Programme en collaboration avec les partenaires de celui-ci et sous contrôle du comité de pilotage ;
- Procéder aux appels de fonds vers les co-financeurs, après validation du comité de pilotage ;
- Recevoir les fonds des co-financeurs destinés au financement du programme et établir les attestations de versement des fonds comportant les informations indispensables pour l'obtention des certificats d'économie d'énergie ;

- Se coordonner avec les autres programmes CEE en lien avec la rénovation énergétique des bâtiments publics ;
- Faire certifier les comptes du programme par un commissaire aux comptes ;

La FNCCR s'engage également à :

- Inscrire les fonds collectés et destinés au financement des actions dans un compte de tiers, et justifier de leurs versements aux bénéficiaires, à l'euro ;
- Ne pas utiliser les fonds collectés pour d'autres opérations que celles mentionnées dans le cadre de la présente convention.

En effet, la FNCCR opère dans le cadre du programme en qualité d'intermédiaire transparent et agit sous la supervision du Ministère de la Transition écologique et solidaire (MTES).

3.2 ENGAGEMENTS DES BENEFICIAIRES

Article 3.2.1 Désignation et missions du coordinateur de groupement

Afin de faciliter les échanges et les flux entre la FNCCR et les Bénéficiaires, ces derniers ont désigné parmi eux un membre coordinateur de leur groupement.

Coordinateur du groupement : Commune de Grasse

Ce membre coordinateur sera l'interlocuteur privilégié de la FNCCR tout au long de la mise en œuvre Programme.

Les missions du coordinateur sont les suivantes : centraliser les échanges, faire remonter les demandes des Bénéficiaires, et faire suivre tout échange descendant communiqué par la FNCCR.

Ce dernier sera notamment chargé d'établir un rapport d'activité selon le modèle fourni par la FNCCR, en coopération avec l'ensemble des membres du groupement, de transmettre les documents relatifs aux appels de fonds, de les recevoir et de les répartir par membre du groupement sur la base de leurs justificatifs, conformément à l'article 4 de la présente convention.

Le coordinateur fournira un rapport d'activité à jour à la FNCCR, pour chaque demande d'appel de fonds et *a minima* tous les 6 mois, ainsi que, le cas échéant, sur demande expresse de la FNCCR.

Article 3.2.2 Engagements des Bénéficiaires

Les Bénéficiaires se sont engagés lors de la candidature à l'appel à projets (AAP) à mettre en œuvre les actions telles que décrites en annexe 1. Celles-ci doivent être mises en œuvre au plus tard le 31 décembre 2023.

Les Bénéficiaires s'engagent à rénover le patrimoine public des collectivités suivant les actions définies à l'article 2.

Les Bénéficiaires ayant obtenu une aide relative à l'embauche d'un économe de flux, s'engagent à signer et à appliquer la charte des économes de flux ACTEE qui sera transmise avec la présente convention.

Les Bénéficiaires seront financés sur justificatif de dépenses, en conformité avec le prévisionnel financier et les objectifs définis. Une évaluation d'atteinte des objectifs de réalisation des actions des Bénéficiaires du Programme sera établie chaque semestre en Comité de pilotage. Pour ce faire, les Bénéficiaires s'engagent à transmettre au coordinateur du groupement, tous les éléments nécessaires à l'établissement du rapport d'activité devant être transmis à la FNCCR conformément à l'article 3.2.1 de la présente. Il est demandé à l'ensemble des membres du groupement de veiller à la bonne concordance des actions et du budget.

Le projet et l'engagement des dépenses, devront pouvoir être réalisés dans les délais du Programme ACTEE. La capacité à réaliser les actions à court terme, ainsi que la faisabilité générale du projet sont des éléments importants pour l'attribution des fonds.

Les Bénéficiaires s'engagent à transmettre à la FNCCR, dans le cadre des missions qui lui sont confiées au titre du Programme s'agissant notamment de l'élaboration des guides et documents contractuels types, tous les éléments nécessaires à la bonne réalisation de ses missions (cahiers des charges, marchés publics, guides, fiches conseils, plaquettes...). Ils s'engagent à participer aux animations proposées par la FNCCR et permettant les partages d'expériences et la co-construction entre lauréats.

Les Bénéficiaires s'engagent également à inviter la FNCCR aux différents Comités de pilotage, en tant qu'invité permanent. Il est également suggéré d'y inviter, lorsque cela s'y prête, la direction régionale de l'ADEME, la DDT/DREAL, ainsi qu'un représentant de la Banque des Territoires.

ARTICLE 4 : FINANCEMENT

Le montant global des fonds attribué sera de 435 500 € (quatre cent trente-cinq mille cinq cent vingt-quatre euros) euros HT.

Les dépenses sont éligibles à compter du 1er janvier 2022. Les fonds seront versés après envoi des justificatifs de dépenses et validation par le Comité de pilotage ACTEE qui se réunit tous les 6 mois, et ne pourront être versés avant signature de la Convention par tous les membres du groupement. Exceptionnellement, et sur validation du Comité de pilotage ACTEE, les fonds pourront être versés tous les 3 mois en fonction des contraintes des projets.

Les sommes dues au titre de la présente Convention sont versées aux services financiers du coordinateur du groupement désigné parmi les Bénéficiaires (cf. schéma annexe 4). Celui-ci fera son affaire de rétribuer les sommes dues aux autres Bénéficiaires, conformément à ses missions définies à l'article 3.2.1 de la présente convention.

Coordinateur du groupement : Commune de Grasse

Coordonnées bancaires : **XXX**

Les versements seront effectués après et sous réserve de l'encaissement de l'appel de fonds des co-financiers par la FNCCR.

En cas de non-versement des contributions par les financeurs obligés du Programme, et ce, pour quelque motif que ce soit, la FNCCR ne saurait être tenue responsable du retard ou du non-versement des fonds dus aux bénéficiaires.

Les sommes allouées à chaque typologie d'actions mises en place par les Bénéficiaires (études techniques, ressources humaines, outils de suivi et maîtrise d'œuvre) ne pourront faire l'objet d'une fongibilité, sauf exception dans la limite de 10 % maximum du montant de la ligne qui serait ré-abondée par une autre ligne budgétaire et ce, après arbitrage de la FNCCR.

ARTICLE 5 : JUSTIFICATIFS DES DEPENSES PAR LES BENEFICIAIRES

La justification de réalisation des actions mises en œuvre par les Bénéficiaires et par les Bénéficiaires finaux du Programme devra être effectuée au moyen de rapports techniques et de justifications de dépenses selon les modèles fournis par la FNCCR.

Les fiches justificatives de dépenses de chaque bénéficiaire devront être dûment signées à la fois par le représentant légal du bénéficiaire et un trésorier payeur ou, le cas échéant, par un commissaire aux comptes. Conformément à l'article 3.2.1 de la présente convention, les fiches justificatives devront être centralisées auprès du coordinateur du groupement, qui en contrôlera la bonne signature, et les communiquera à la FNCCR.

Toutes les dépenses affectées au projet et les activités correspondantes devront être justifiées dans le cadre du Programme et faire mention explicite à celui-ci (« ACTEE – PRO-INNO-52 »). Les justificatifs détaillés des dépenses et des activités (compte rendu, feuilles de présence...) devront être conservés par le bénéficiaire et par la FNCCR pour un contrôle éventuel et aléatoire du MTES pour une durée de 6 ans.

La FNCCR se réserve le droit de demander à l'ensemble des Bénéficiaires de faire réaliser, avant la fin du Programme, un audit sur la situation du Programme les concernant.

ARTICLE 6 : GARANTIE D'AFFECTATION DES FONDS

Le Bénéficiaire s'engage à utiliser les fonds versés par la FNCCR uniquement dans le cadre et aux bonnes fins d'exécution du Programme.

A ce titre, le Bénéficiaire garantit la FNCCR contre toute revendication ou action en responsabilité de quelque nature que ce soit en cas d'utilisation des fonds versés non conforme aux stipulations de la Convention et à d'autres fins que celles du Programme.

Dans le cas où des fonds du Programme n'auraient pas été engagés par le Bénéficiaire au 31 décembre 2023, ce dernier s'engage à rembourser le reliquat non engagé à la FNCCR.

ARTICLE 7 : EVALUATION DU PROGRAMME

Une évaluation du dispositif des CEE peut être menée par le MTES afin de déterminer si cet instrument permet d'obtenir les effets attendus. Dans cette logique, la FNCCR pourra être amenée à faire évaluer

par un bureau d'étude indépendant, la bonne utilisation par les lauréats des fonds alloués dans le cadre du Programme.

Le Bénéficiaire s'engage à participer à toute sollicitation dans le cadre de l'évaluation du dispositif des CEE, intervenant en cours, ou postérieurement à celui-ci. Il s'engage, dans ce cadre, à répondre à des enquêtes par questionnaire (en ligne) et à participer à des entretiens qualitatifs (en face-à-face ou par téléphone) abordant la conduite du Programme et ses résultats. Il s'engage en particulier à fournir tous les éléments quantitatifs nécessaires à l'évaluation des effets en termes d'efficacité énergétique, d'économies d'énergie, d'émissions de GES, de bénéfices techniques, économiques, sociaux et environnementaux du Programme.

ARTICLE 8 : COMMUNICATION

Article 8.1 Communication des bénéficiaires lauréats

Chaque Partie pourra communiquer individuellement sur le Programme à condition de ne pas porter atteinte aux droits des autres Parties ni à leur image.

Chaque Bénéficiaire s'engage à apposer, de façon systématique sur tous les supports en rapport avec le Programme ACTEE, les logos de la FNCCR, de Territoire d'énergie et d'ACTEE (annexe 3).

La FNCCR demeure pleinement propriétaire des droits de propriété intellectuelle attachés au logo ACTEE ainsi qu'au site internet du Programme.

Par ailleurs, chaque bénéficiaire s'engage à utiliser le logo CEE dans les actions liées au Programme, sur tous supports. L'usage du logo CEE est limité au cadre légal du Programme, notamment temporel. Le Bénéficiaire s'engage à ne pas exploiter le logo CEE à des fins politiques, polémiques, contraires à l'ordre public ou aux bonnes mœurs ou susceptibles de porter atteinte à des droits reconnus par la loi et, de manière générale, à ne pas associer le logo CEE à des actions ou activités susceptibles de porter atteinte à l'Etat français ou lui être préjudiciable.

Chaque bénéficiaire fait parvenir son logo à la FNCCR et l'autorise à en faire l'utilisation dans ses actions de communications relatives au Programme.

Toute représentation des logos et marques des Parties sera conforme à leur charte graphique respective (annexe 3). Aucune Partie ne pourra se prévaloir, du fait de la présente Convention, d'un droit quelconque sur les marques et logos de l'autre Partie.

Chaque Bénéficiaire s'engage à informer la FNCCR de ses événements ou toute autre manifestation en lien avec le Programme, et notamment à inviter la FNCCR à chaque comité de pilotage, et l'informer des signatures de conventions relatives à la rénovation énergétique des bâtiments, des conférences...

En amont de toute campagne d'envergure nationale ou de communiqué de presse à l'initiative du bénéficiaire, une information de la FNCCR sera nécessaire

Article 8.2 Communication des Bénéficiaires Finaux

Chaque Bénéficiaire Final du Programme ACTEE doit systématiquement apposer le logo CEE et le logo du Programme ACTEE (annexe 3) sur les supports de communication en lien avec des opérations ou

travaux (plaquette, panneau de chantier, article, réseaux sociaux...) bénéficiant de financements versés par un bénéficiaire lauréat. Le Bénéficiaire Final peut également intégrer le logo FNCCR (annexe 3).

Les Bénéficiaires devront s'assurer que les Bénéficiaires Finaux disposent des logos nécessaires, en fassent usage, et qu'ils citent le Programme ACTEE lors de toute action de communication en lien avec le dispositif.

La FNCCR pourra disposer de la liste des contacts des Bénéficiaires Finaux fournie par les bénéficiaires et se réserve la possibilité de leur adresser des outils de communication dédiés au Programme.

ARTICLE 9 : CONFIDENTIALITE

Les documents et toute information appartenant au(x) Bénéficiaire(s) et communiqués à la FNCCR, sur quelque support que ce soit, ainsi que les résultats décrits dans le rapport final et obtenus en application de l'exécution de la décision de financement ou de la présente convention, ne sont pas considérés comme confidentiels.

ARTICLE 10 : RESILIATION

La présente Convention pourra être résiliée par une Partie en cas de manquement par l'autre Partie à l'une de ses obligations contractuelles, après une mise en demeure par lettre recommandée avec accusé de réception adressée à la Partie défaillante et restée sans effet pendant un délai d'un (1) mois à compter de la réception de ladite lettre. La résiliation par l'une des Parties ne résilie pas de plein droit la Convention. Le Comité de pilotage se réunira alors pour définir les modalités de poursuite ou d'arrêt de tout ou partie du Programme du bénéficiaire concerné.

Les Parties conviennent également de manière expresse qu'en cas de modification des textes législatifs ou réglementaires relatifs aux économies d'énergie ou aux CEE rendant inapplicables les dispositions de la Convention, elles se rencontreront à l'initiative de la Partie la plus diligente pour en étudier les adaptations nécessaires. A défaut d'accord ou en cas d'impossibilité d'adapter la Convention dans un délai d'un (1) mois à compter de la 1ère réunion des Parties, cette dernière sera résiliée de plein droit. Le Comité de pilotage se réunira alors pour déterminer les modalités de clôture du Programme et notamment la répartition des fonds restants.

ARTICLE 11 : DONNEES A CARACTERE PERSONNEL

Dans le cadre de l'exécution de la Convention, les Parties s'engagent à respecter et à faire respecter par leurs sous-traitants éventuels l'ensemble des dispositions législatives et réglementaires, internationales, européennes et nationales, relatives à la protection des données à caractère personnel et en particulier au Règlement général sur la protection des données, dit RGPD, n°2016/679.

ARTICLE 12 : LUTTE CONTRE LA CORRUPTION ET LE TRAVAIL DISSIMULE

Dans le cadre de l'exécution de la Convention, chaque Partie s'engage à respecter et à faire respecter par ses sous-contractants et sous-traitants éventuels l'ensemble des dispositions législatives et réglementaires, internationales, européennes et nationales, relatives à la lutte contre la corruption, au droit du travail et à la protection sociale ainsi qu'à la lutte contre le travail dissimulé.

ARTICLE 13 : DUREE

La présente Convention entre en vigueur à sa signature par les Parties et prendra fin au 31 décembre 2023.

En cas de besoin, la présente Convention pourra faire l'objet d'un avenant si une modification significative devait avoir lieu sur les actions, les budgets associés ou la durée du Programme.

Ces évolutions seront argumentées et discutées en Comité de pilotage du Programme, et, le cas échéant, les objectifs seront alors revus pour intégrer les évolutions.

ARTICLE 14 : LITIGES

Tout différend relatif à l'interprétation, à la validité et/ou à l'exécution de la Convention devra, en premier lieu, et dans la mesure du possible, être réglé au moyen de négociations amiables entre les Parties.

À défaut, un (1) mois après l'envoi d'une lettre en recommandé avec accusé de réception par une Partie à l'autre Partie mentionnant le différend, le différend sera soumis aux tribunaux français compétents.

Fait en 7 exemplaires originaux (nombre de signataires)

A, le

Pour la FNCCR,

Le Président

Xavier PINTAT

Pour la Commune de Grasse

Pour la Commune de Valbonne

Pour la Commune de Mandelieu la Napoule

Pour la Commune de Mougins

Pour la Commune du Cannet

Pour la Régie des eaux du Canal de Belletrud

ANNEXE 1 : ACTIONS

Les projets des membres en détail :

Lot n°1 :

- La **Régie des Eaux du Canal de Belletrud** : Recrutement d'un poste d'ingénieur dédié à la valorisation énergétique permettra le maintien puis l'amplification de la dynamique engagée jusqu'à présent. Des études puis des projets concrets et cohérents avec l'activité de la RECB vont voir le jour dans une dynamique de long terme.

Lot n°2 :

- Les **Communes de Grasse et du Cannet** : Ne disposant actuellement pas d'outil permettant de suivre les consommations énergétiques, les 2 communes souhaitent s'équiper d'un logiciel de management de l'énergie, préalable indispensable à une politique de maîtrise de l'énergie, en termes financier et environnemental. Les objectifs principaux sont de collecter et suivre automatiquement les données de consommation et de facturation, consolider les données en vue de renseigner la plateforme OPERAT dans le cadre du décret éco-tertiaire, centraliser l'ensemble des informations de consommations et de dépenses tous fluides confondus, construire un plan d'action pour tendre vers les objectifs du décret éco-tertiaire à partir des données consolidées, générer de ratio de consommation par rapport à des surfaces et comparaison entre les bâtiments, détecter les dérives de consommations et les erreurs de facturation, etc. La mise en place est prévue au plus tôt en 2022.
- Les **Communes de Mandelieu la Napoule et de Valbonne** : Disposant d'un outil de suivi des consommations pour l'ensemble de son patrimoine (384 compteurs tout fluides confondus pour Mandelieu-la-Napoule avec l'utilisation du logiciel Deepki et 270 compteurs pour Valbonne avec l'utilisation du logiciel Vertuoz), les deux communes souhaitent aller plus loin dans le cadre du décret tertiaire en faisant l'acquisition de modules complémentaires dédiés à la réalisation de plan d'actions et d'importation de données sur la plateforme OPERAT.
- La **Commune de Mougins** :
 - Déploiement de capteurs mixtes de CO2 et de température dans les salles de classe des établissements scolaires (70 salles) : étude en cours sur le type de solution retenue, leur gestion (location ou acquisition) et le type de supervision associée (supervision centralisée ou renvoi des données sur logiciel supportant une interface pour capteurs de type IoT) ; finalisation de la solution au plus tard à la fin du 1er semestre 2022 pour un déploiement courant 2022.
 - Mise en place d'un logiciel de management énergétique sur le patrimoine bâti et l'éclairage public : suivi de facturation, analyse de consommations, interface avec les dispositifs annexes (sous-compteurs, sondes, etc.) et outil de suivi du dispositif éco-énergie tertiaire ; étude en cours auprès de plusieurs fournisseurs, en vue d'une éventuelle consultation formalisée ; mise en place souhaitée d'ici la fin du 1er semestre 2022 ; enveloppe financière estimée pour la mise en place du logiciel, le paramétrage et l'abonnement jusqu'à fin 2023

- La **Régie des Eaux du Canal de Belletrud** : il s'agit d'équiper la station d'épuration de Picourenc (20 000 équivalents-habitants) d'équipements du type centrale de mesure (nombre : 7) permettant d'analyser le réseau électrique et de séparer et suivre chacun des pôles de consommations : le départ général de la station, le prétraitement, la serre, la désodorisation, les centrifugeuses, les surpresseurs d'air, et le relèvement biologique. L'objectif est de sectoriser en différents postes les organes consommateurs de la station d'épuration afin de les surveiller et d'agir en conséquence.

Lot n°3 :

- La **Commune de Grasse** : Réalisation d'audits énergétiques de l'ensemble des bâtiments assujettis au décret éco-tertiaire. Cela permet d'avoir une vision exhaustive et globale à l'échelle du patrimoine afin de piloter les actions de travaux à réaliser et de pourvoir les prioriser. Cette approche permet de chiffrer les investissements et de guider la stratégie pluriannuelle d'investissement, sachant que la priorité sera donnée au confort des établissements scolaires. Le fait d'avoir tous les audits dans un seul outil collaboratif permet le suivi dans le temps des actions mises en œuvre. Le choix de prestataire n'a pas encore été fait.
- La **Commune de Mandelieu la Napoule** : Réalisation de simulations thermodynamiques (STD) sur les 15 sites assujettis au décret éco-tertiaire afin de disposer du détail de fonctionnement des bâtiments et d'être en mesure de déterminer au mieux les scénarios d'amélioration à mettre en place. L'amélioration du confort d'été, notamment dans les bâtiments de la petite enfance sera prioritairement recherchée.
- La **Commune de Mougins** :
 - Audits énergétiques : réalisation d'audits énergétiques « standard » dans le cadre du dispositif éco-énergie tertiaire afin de définir le plan de rénovation pluriannuel pour chaque site ; lancement des études courant 2022 sur 8 bâtiments, rendu final étalé entre 2022 et 2023.
 - Audits énergétiques approfondis, intégrant une simulation thermique dynamique et une SED afin de définir de manière approfondie le plan de rénovation pluriannuel pour chaque site présentant des problématiques spécifiques tout en intégrant l'amélioration du confort d'été sur ces bâtiments ; lancement des études courant 2022 sur 9 bâtiments scolaires et de petite enfance, rendu final étalé entre 2022 et 2023.
- La **Régie des Eaux du Canal de Belletrud** : Rénovation installation de traitement eau potable et d'assainissement des eaux usées :
 - Station d'épuration de Picourenc (20 000 équivalents-habitants) : Cette station assure l'assainissement des eaux usées de 5 communes et représente près de 50% de la consommation globale de la régie. L'étude consiste à sectoriser les pôles consommateurs, assurer des suivis réguliers, centraliser les données et mettre en place des solutions d'optimisation énergétique.
 - Station d'épuration de Sembre Parri (5 200 équivalents-habitants) : Audit énergétique et étude approfondie du process et des installations de la station dont l'exploitation a été reprise en régie depuis juillet 2021

- Station de traitement d'eau potable des Jacourets : Optimisation énergétique des installations de la station de traitement d'eau par le biais d'une étude technique plus approfondie afin de mettre en place des solutions pour réduire les indicateurs de suivi de performance de cette usine (kWh/m3) qui semblent très élevés actuellement. Cette usine principalement en marche lors des périodes estivales va tendre à fonctionner plus régulièrement et représente donc un potentiel axe d'amélioration.
- Prise d'eau et station de traitement d'eau potable de St Jean : Réhabilitation de la station de traitement d'eau, optimisation des process, bâtiments et équipements

Lot n°4 – Maitrise d'œuvre :

- La **Commune de Grasse** : Réhabilitation d'une école élémentaire visant des performances énergétiques ambitieuses (facteur 4 ou bâtiment positif) nécessitant une mission d'AMO qualité environnementale englobant les études préalables et le programme général et technique de l'opération, l'assistance à la consultation et au choix du maitre d'œuvre, le suivi des travaux et du fonctionnement du bâtiment. Le projet sera évalué selon la démarche « Bâtiment Durable Méditerranéen (BDM) ». L'optimisation du confort thermique d'été et d'hiver est un prérequis important pour la réalisation des travaux. Le maitre d'œuvre assurera les missions de DIAG, AVP, AVD, PRO, DCE, ACT, VISA. L'opération débute début 2022 avec le choix de l'AMO QE et mi-2022 avec le choix du maitre d'œuvre pour une réalisation des travaux en 2023.
- La **Commune de Mandelieu la Napoule** : Etudes de maitrise d'œuvre dans le cadre de travaux de réhabilitation visant la réduction de consommation et l'amélioration du confort thermique dans 3 écoles et crèches. C'est au vu des résultats des STD réalisées en lot 3 que la commune décidera des orientations à donner en matière de programme de travaux.
- La **Commune de Mougins** :
 - Etudes de maîtrise d'œuvre pour la réalisation d'une installation photovoltaïque en autoconsommation collective, faisant suite à une étude de faisabilité lancée en 2020 sur 14 sites (le prestataire ayant pris énormément de retard dans les études, une partie des rapports finalisés est toujours en attente). Le site pressenti est l'école des Trois Collines, le dimensionnement prévisionnel de l'installation est établi pour l'instant à 60 kWc, dans l'attente du rapport définitif. Il est à noter que l'étude de faisabilité a été basée sur un scénario d'autoconsommation individuelle, et que le projet sera redimensionné en phase avant-projet pour tenir compte d'un scénario d'autoconsommation collective. Lancement des études courant 2023 pour une réalisation prévue en 2024. Budget estimé pour les études de maîtrise d'œuvre : 8 000 € HT.

- Etudes de maîtrise d'œuvre pour la rénovation thermique d'un bâtiment scolaire faisant suite à l'un des audits énergétiques du lot 2 et s'inscrivant dans le cadre du dispositif éco-énergie tertiaire. Le site pressenti est l'école primaire Saint-Martin. La nature exacte des travaux (amélioration thermique de l'enveloppe, rénovation de l'éclairage, modification éventuelle des productions de chauffage et d'eau chaude et amélioration du confort d'été), devra être précisée suite à l'audit énergétique réalisé en 2022 et intégrant une STD. L'enveloppe budgétaire de travaux (360 000 € HT) a été estimée sur la base de ratios et compte tenu des objectifs énergétiques définis pour ce bâtiment (-25%). Lancement des études courant 2023 pour une réalisation prévue en 2024. Budget estimé pour les études de maîtrise d'œuvre : 36 000 € HT.
- **La Commune de Valbonne** : Mission d'AMO en vue de l'élaboration d'un Contrat de Performance Energétique (CPE), selon cahier des charges ADEME. Cette mission qui concerne 13 bâtiments (25 000m²), se compose d'un diagnostic complet des bâtiments permettant d'identifier les travaux d'économies d'énergie prioritaires, de la rédaction du cahier des charges, de l'assistance à la passation du marché avec l'analyse des candidatures et des offres et l'optimisation des négociations.

ANNEXE 2 : BUDGET PREVISIONNEL

Rôle du membre	Coordonnateur	Porteur de projet 2	Porteur de projet 3	Porteur de projet 4	Porteur de projet 5	Porteur de projet 6	Porteur de projet
Nom	Commune de Grasse	Commune de Valbonne	Régie des Eaux du Canal Belletrud	Commune du Cannet	Commune de Mandelieu-la-Napoule	Commune de Mougins	
Commentaire							

Lot 1 - Ressources humaines - Economies de flux	Commune de Grasse	Commune de Valbonne	Régie des Eaux du Canal Belletrud	Commune du Cannet	Commune de Mandelieu-la-Napoule	Commune de Mougins	
Economies de flux			Economies de flux				
Salaire annuel (€/an)			56 000,00 €				
Nombre de mois en poste			18				
Action Lot 1 - Coût global	- €	- €	84 000,00 €	- €	- €	- €	- €
Action Lot 1 - Aide ACTEE éligible	- €	- €	42 000,00 €	- €	- €	- €	- €
Action Lot 1 - Aide ACTEE sollicitée	- €	- €	42 000,00 €	- €	- €	- €	- €
Commentaires			Salaire brut chargé - juillet 2022 à décembre 2023				

Nombre d'ETP pour le groupement	1
---------------------------------	---

Lot 1 - Ressources humaines - Prestations intellectuelles	Commune de Grasse	Commune de Valbonne	Régie des Eaux du Canal Belletrud	Commune du Cannet	Commune de Mandelieu-la-Napoule	Commune de Mougins	
Nombre d'études programmées en 2021							
Nombre d'études programmées en 2022							
Nombre d'études programmées en 2023							
Nombre total d'études	0	0	0	0	0	0	0
Coût unitaire							
Action Lot 1 - Coût global	- €	- €	- €	- €	- €	- €	- €
Action Lot 1 - Aide ACTEE éligible	- €	- €	- €	- €	- €	- €	- €
Action Lot 1 - Aide ACTEE sollicitée	- €	- €	- €	- €	- €	- €	- €
Commentaires							

Lot 1 - Coût global par membre	- €	- €	84 000 €	- €	- €	- €	- €
Lot 1 - Aide ACTEE sollicitée par membre	- €	- €	42 000 €	- €	- €	- €	- €

Lot 1 - Total des coûts pour le groupement	84 000 €
Lot 1 - Total d'aides ACTEE sollicitées pour le groupement	42 000 €

Taux d'aide	Plafond par membre
50%	90 000 €

Lot 2 - Outils de mesure et suivi de consommation énergétique	Commune de Grasse	Commune de Valbonne	Régie des Eaux du Canal Belletrud	Commune du Cannet	Commune de Mandelieu-la-Napoule	Commune de Mougins	
Outil logiciel	Logiciel management de l'énergie			Logiciel management de l'énergie	Logiciel management de l'énergie	Logiciel management de l'énergie	
Nombre	1			1	2	1	
Coût unitaire	65 000,00 €			60 000,00 €	5 000,00 €	12 000,00 €	
Action Lot 2 - Coût global	65 000,00 €		- €	60 000,00 €	10 000,00 €	12 000,00 €	
Action Lot 2 - Aide ACTEE éligible	20 000,00 €		- €	20 000,00 €	5 000,00 €	6 000,00 €	
Action Lot 2 - Aide ACTEE sollicitée	20 000,00 €		- €	20 000,00 €	5 000,00 €	6 000,00 €	
Commentaires					Modules complémentaires à l'outil de suivi des consommations déjà existants	Enveloppe estimée pour la mise en place du logiciel, le paramétrage et l'abonnement jusqu'à fin 2023	

Equipements d'affichage des consommations et d'information		Equipements de mesure et de télérelève	Equipements d'affichage des consommations et d'information			Equipements de pilotage	
Nombre		1	7			70	
Coût unitaire		40 000,00 €	8 900,00 €			400,00 €	
Action Lot 2 - Coût global	- €	40 000,00 €	62 300,00 €	- €	- €	28 000,00 €	
Action Lot 2 - Aide ACTEE éligible	- €	20 000,00 €	20 000,00 €	- €	- €	14 000,00 €	
Action Lot 2 - Aide ACTEE sollicitée	- €	20 000,00 €	20 000,00 €	- €	- €	14 000,00 €	
Commentaires		Outil de suivi télérelèves multi-fluides	7 postes de mesure à équiper afin de séparer chaque pôles de consommation			Déploiement dans 70 capteurs mixtes de CO ₂ et température salles de classe (acquisition ou location)	

Lot 2 - Coût global par membre	65 000 €	40 000 €	62 300 €	60 000 €	10 000 €	40 000 €	- €
Lot 2 - Aide ACTEE sollicitée par membre	20 000 €	20 000 €	20 000 €	20 000 €	5 000 €	20 000 €	- €

Lot 2 - Total des coûts pour le groupement	277 300 €
Lot 2 - Total d'aides ACTEE sollicitées pour le groupement	105 000 €

Taux d'aide	Plafond par membre
50%	20 000 €

Lot 3 - Etudes Techniques	Commune de Grasse	Commune de Valbonne	Régie des Eaux du Canal Belletud	Commune du Cannet	Commune de Mandelieu-la-Napoule	Commune de Mougins
Audits énergétiques	Audits énergétiques	Audits énergétiques	Audits énergétiques		Audits énergétiques	Audits énergétiques
Nombre d'études programmées en 2021			13	4	7	0
Nombre d'études programmées en 2022						3
Nombre d'études programmées en 2023	40		0		8	5
Nombre total d'études programmées	40	12	4	0	15	8
Coût unitaire	3 000,00 €	2 500,00 €	23 000,00 €		5 000,00 €	4 000,00 €
Action Lot 3 - Coût global	120 000,00 €	30 000,00 €	92 000,00 €	- €	75 000,00 €	32 000,00 €
Action Lot 3 - Aide ACTEE éligible	60 000,00 €	15 000,00 €	46 000,00 €	- €	37 500,00 €	16 000,00 €
Action Lot 3 - Aide ACTEE sollicitée	60 000,00 €	15 000,00 €	46 000,00 €	- €	37 500,00 €	16 000,00 €
Commentaires	Audits énergétiques afin de déterminer un schéma directeur des énergies sur les bâtiment de plus de 1000m²	Etudes préalables au CPE : audits des 13 bâtiment. Audits énergétiques standard dans le cadre du décret tertiaire afin de définir le plan de rénovation pour chaque site	Rénovation installation de traitement eau potable et assainissement des eaux usées		Simulations thermiques dynamiques (confort d'été)	Audits énergétiques standard dans le cadre du décret tertiaire afin de définir le plan de rénovation pour chaque site

Etudes de faisabilité			Etude de faisabilité			
Nombre d'études programmées en 2021						
Nombre d'études programmées en 2022			1			
Nombre d'études programmées en 2023			0			
Nombre total d'études programmées	0	0	1	0		
Coût unitaire			28 000,00 €			
Action Lot 3 - Coût global	- €	- €	28 000,00 €	- €		
Action Lot 3 - Aide ACTEE éligible	- €	- €	14 000,00 €	- €		
Action Lot 3 - Aide ACTEE sollicitée	- €	- €	14 000,00 €	- €		
Commentaires			Sur le bâtiment Siège			

SEQUOIA 3 - Etudes bonifiées						SEQUOIA 3 - Etudes bonifiées
Nombre d'études programmées en 2021						7
Nombre d'études programmées en 2022						2
Nombre d'études programmées en 2023						9
Nombre total d'études programmées	0	0	0	0	0	0
Coût unitaire						7 000,00 €
Action Lot 3 - Coût global	- €	- €	- €	- €	- €	63 000,00 €
Action Lot 3 - Aide ACTEE éligible	- €	- €	- €	- €	- €	10 000,00 €
Action Lot 3 - Aide ACTEE sollicitée	- €	- €	- €	- €	- €	10 000,00 €
Commentaires						Simulations thermiques dynamiques (confort d'été)

Lot 3 - Coût global par membre	120 000 €	30 000 €	120 000 €	- €	75 000 €	95 000 €	- €
Lot 3 - Aide ACTEE sollicitée par membre	60 000 €	15 000 €	60 000 €	- €	37 500 €	26 000 €	- €

Lot 3 - Total des coûts pour le groupement	440 000 €
Lot 3 - Total d'aides ACTEE sollicitées pour le groupement	198 500 €

Taux d'aide	Plafond par membre	Taux & plafond Etudes bonifiées
50%	70 000 €	100% max 10000€

Lot 4 - Maîtrise d'œuvre	Commune de Grasse	Commune de Valbonne	Régie des Eaux du Canal Belletud	Commune du Cannet	Commune de Mandelieu-la-Napoule	Commune de Mougins
Etude de Maîtrise d'œuvre	Etude de Maîtrise d'œuvre				Etude de Maîtrise d'œuvre	Etude de Maîtrise d'œuvre
Plafond selon cout global Lot 3	36 000,00 €				22 500,00 €	28 500,00 €
Action Lot 4 - Coût global	280 000,00 €				50 000,00 €	44 000,00 €
Action Lot 4 - Aide ACTEE éligible	30 000,00 €		- €	- €	22 500,00 €	28 500,00 €
Action Lot 4 - Aide ACTEE sollicitée	30 000,00 €		- €	- €	22 500,00 €	28 500,00 €
Commentaires	Co-financement demandé auprès de la Banque des Territoires, DSIL, CR Sud PACA					

AMO CPE		AMO CPE				
Plafond selon cout global Lot 3		9 000,00 €				
Action Lot 4 - Coût global		77 500,00 €				
Action Lot 4 - Aide ACTEE éligible	- €	9 000,00 €	- €	- €	- €	- €
Action Lot 4 - Aide ACTEE sollicitée	- €	9 000,00 €	- €	- €	- €	- €
Commentaires		Lancement procédure CPE, suivi travaux, suivi exploitation Cofinancement ADEME 15%				

Lot 4 - Coût global par membre	280 000 €	77 500 €	- €	- €	50 000 €	44 000 €	- €
Lot 4 - Aide ACTEE sollicitée par membre	30 000 €	9 000 €	- €	- €	22 500 €	28 500 €	- €

Lot 4 - Total des coûts pour le groupement	451 500 €
Lot 4 - Total d'aides ACTEE sollicitées pour le groupement	90 000 €

Taux d'aide	Plafond par membre
30% du CG lot 3	30 000 €

Récapitulatifs							
Récapitulatif par membre	Commune de Grasse	Commune de Valbonne	Régie des Eaux du Canal B	Commune du Cannet	Commune de Mandelieu-la-	Commune de Mougins	0
Lot 1 - Coût global par membre	- €	- €	84 000 €	- €	- €	- €	- €
Lot 2 - Coût global par membre	65 000 €	40 000 €	62 300 €	60 000 €	10 000 €	40 000 €	- €
Lot 3 - Coût global par membre	120 000 €	30 000 €	120 000 €	- €	75 000 €	95 000 €	- €
Lot 4 - Coût global par membre	280 000 €	77 500 €	- €	- €	50 000 €	44 000 €	- €
Total - Coût global par membre	465 000 €	147 500 €	266 300 €	60 000 €	135 000 €	179 000 €	- €
Lot 1 - Aide ACTEE sollicitée par membre	- €	- €	42 000 €	- €	- €	- €	- €
Lot 2 - Aide ACTEE sollicitée par membre	20 000 €	20 000 €	20 000 €	20 000 €	5 000 €	20 000 €	- €
Lot 3 - Aide ACTEE sollicitée par membre	60 000 €	15 000 €	60 000 €	- €	37 500 €	26 000 €	- €
Lot 4 - Aide ACTEE sollicitée par membre	30 000 €	9 000 €	- €	- €	22 500 €	28 500 €	- €
Total - Aide ACTEE sollicitée par membre	110 000 €	44 000 €	122 000 €	20 000 €	65 000 €	74 500 €	- €

Récapitulatif pour le groupement	Montant total du projet	Aide totale sollicitée
Lot 1 Ressources humaines	84 000 €	42 000 €
Lot 2 Outils de mesure et suivi de consommation énergétique	277 300 €	105 000 €
Lot 3 Etudes techniques	440 000 €	198 500 €
Lot 4 Maîtrise d'œuvre	451 500 €	90 000 €
Total des lots	1 252 800 €	435 500 €

Taux max par défaut et plafonds	15
Code AAP	SEQ3
Taux Lot 1	50%
Taux Lot 2	50%
Taux Lot 3	50%
Taux Lot 4*	30%
Type de plafond	Membre
Plafond Membre Lot 1	90 000 €
Plafond Membre Lot 2	20 000 €
Plafond Membre Lot 3	70 000 €
Plafond Membre Lot 4	30 000 €
Plafond global membre	250 000 €
Plafond Groupement	800 000 €
Plafond Groupement Lot 1	800 000 €
Plafond Groupement Lot 2	800 000 €
Plafond Groupement Lot 3	800 000 €
Plafond Groupement Lot 4	800 000 €
Taux Lot 1 - Poste titulaire	0%
Taux Lot 2 - Logiciel	0%
Plafond Lot 2 - Logiciel	- €
Taux Lot 3 - Etudes bonifiées	100%
Plafond Lot 3 - Etudes bonifiées SEQ3	10 000 €
Taux Lot 2 - Pilotage	50%
Plafond Membre Lot 4 - Commune - 3500 habitants	- €

ANNEXE 3 : LOGOS

ACTEE Action des Collectivités
Territoriales pour
l'Efficacité Énergétique



ANNEXE 4 : SCHEMA DE MUTUALISATION : ORGANISATION ET FLUX FINANCIERS

